

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 12 au 18 juin 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine</b> .....	<b>2</b>
<b>Fait marquant : le <i>Manifesto</i> des travaillistes prévoit 8,6 Md£ de hausses d'impôts</b> .....	<b>2</b>
<b>En bref</b> .....	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques</b> .....	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
POLITIQUE MONÉTAIRE.....	3
<b>Actualités commerce &amp; investissement</b> .....	<b>4</b>
COMMERCE.....	4
SANCTIONS.....	4
<b>Actualités financières</b> .....	<b>5</b>
REGLEMENTATION FINANCIERE .....	5

## Le chiffre de la semaine

Selon l'[ONS](#), le taux de croissance mensuel du PIB s'établit à 0,0% en avril (après 0,4% en mars), au-dessus du consensus de -0,1%. La croissance a été tirée par l'expansion du secteur des services (0,2%), mais compensée par une contraction des secteurs productifs (agriculture, industrie) et de la construction. La croissance conserve tout de même son dynamisme sur le trimestre glissant (0,7%), conformément au consensus. Pour le second trimestre, les analystes anticipent une croissance de 0,4% (après 0,6% au premier trimestre).

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,0%

## Fait marquant : le *Manifesto* des travaillistes prévoit 8,6 Md£ de hausses d'impôts

Dévoilé jeudi dernier par Keir Starmer – chef de l'opposition –, le [programme](#) du parti travailliste a pour ambition de relancer la croissance tout en consolidant les finances publiques, en misant sur un retour de la stabilité et la création de richesses. Les sondages actuels positionnent les travaillistes loin devant les conservateurs.

D'abord, le programme travailliste comprend 8,6 Md£ de hausses d'impôts<sup>1</sup>. La source principale de recettes proviendrait d'une lutte accrue contre la fraude fiscale qui, couplée au durcissement de la réforme des « non-doms » (initiée par les conservateurs au budget de printemps 2024), permettrait de lever 5,2 Md£. L'instauration de la TVA sur les frais d'inscription des écoles privées correspondrait à 1,5 Md£ de recettes supplémentaires. De plus, l'alignement du taux d'imposition des *carried interests* sur les taux d'imposition du revenu (passage de 28% à 45%) mobiliserait 0,5 Md£. Enfin, la hausse de la taxation des super-profits gaziers et pétroliers (*Energy Profits Levy*, de 75% à 78%) dégagerait 1,2 Md£. Notons que le parti travailliste a promis de ne pas augmenter l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, la TVA et l'impôt sur les sociétés. En plus de ces hausses d'impôts, les travaillistes prévoient d'emprunter 3,5 Md£ chaque année.

Ces mesures permettraient aux travaillistes de financer certains services publics, ainsi que le plan d'investissement dans les énergies renouvelables (*Great British Energy*). D'une part, le *National Health Service* (NHS) verrait ses capacités renforcées, de manière à pouvoir mettre en place 40 000 rendez-vous supplémentaires chaque semaine (entre autres bénéfiques). D'autre part, des dépenses à destination du HMRC (*His Majesty's Revenue and Customs*) permettraient à l'organisme de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale. L'éducation est également ciblée par les travaillistes, qu'il s'agisse de l'embauche de nouveaux professeurs ou de la mise en place de petits-déjeuners gratuits en primaire.

<sup>1</sup> Les montants évoqués correspondent aux recettes supplémentaires prévues en 2028-29 du fait de la mise en œuvre des nouvelles mesures. En l'occurrence, le parti travailliste prévoit une augmentation d'impôts de 8,6 Md£ en 2028-29, par rapport à aujourd'hui.

## En bref

Le Royaume-Uni procède à [deux](#) nouvelles désignations sur la liste des entités sanctionnées en vertu du régime de sanctions à l'égard de la République Centrafricaine.

Le Royaume-Uni procède à [une](#) nouvelle désignation sur la liste des entités sanctionnées en vertu du régime de sanctions à l'égard de la Birmanie.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**L'inflation des produits alimentaires atteint 2,1% à la mi-juin (après 2,4% à la mi-mai), selon les données de [Kantar](#).** Pour le 16<sup>e</sup> mois consécutif, l'inflation des produits alimentaires diminue et atteint son niveau le plus faible depuis 2021. Aussi la hausse des prix a-t-elle retrouvé un niveau proche de sa moyenne sur la décennie 2010 (1,6%).

**L'[enquête](#) de la Banque d'Angleterre de mai sur les attitudes à l'égard de l'inflation a révélé une baisse des anticipations d'inflation, surtout à court terme.** Interrogés sur la valeur actuelle de l'inflation, les sondés répondent une valeur médiane de 5,5% (après 6,1% en février). La médiane des anticipations d'inflation pour l'année à suivre s'établit à 2,8% (contre 3% en février). A moyen terme, les anticipations des Britanniques ont diminué par rapport à février (de 2,8% à 2,6%). En revanche, à plus long terme, la médiane des répondants est 3,1%, inchangée par rapport à février. Pour ce qui est de la trajectoire des taux, 34% des répondants s'attendent à une hausse des taux sur les 12 prochains mois, contre 25% qui anticipent un maintien au niveau actuel (contre 36% et 26% en février).

**En 2022, la croissance de la productivité britannique a été tirée à la baisse par la région de Londres, selon l'[ONS](#).** Même si Londres demeure 26,2% plus productive que la moyenne britannique, en termes de production par heure travaillée, la productivité londonienne a décliné de 2,7% depuis 2019. L'écart de productivité entre Londres et les autres régions ne cesse de se réduire, alors qu'il était proche de 40% avant la crise financière de 2007-08. A l'inverse, deux régions ont particulièrement contribué à la hausse de la productivité nationale : entre 2019 et 2022, la productivité a crû de 7,9% dans le Nord-Ouest (+0,8 pt) et de 5,5% dans le Sud-Est (+0,8 pt).

### Politique monétaire

**Rachel Reeves, Chancelière de l'Échiquier « fantôme », [met en garde](#) contre les dangers d'une refonte du mécanisme de versement d'intérêts par la Banque d'Angleterre (BoE) sur les réserves des banques commerciales.** En réaction aux conséquences budgétaires des pertes enregistrées par la Banque d'Angleterre, la possibilité pour celle-ci de revoir le mécanisme de rémunération des réserves a été

évoquée par certains économistes. Une réforme permettrait au gouvernement de réaliser des économies, consistant par exemple en une rémunération partielle des réserves. Or, Rachel Reeves a déclaré qu'un futur gouvernement travailliste ne procéderait pas à une telle refonte. Selon elle, le paiement d'intérêts sur les réserves fait partie du mécanisme de transmission de la politique monétaire, et un changement du système pourrait s'avérer dangereux. Andrew Bailey, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, se montre également très prudent quant à une telle mesure et ne préconise pour l'instant pas un tel changement. Pour rappel, les principales banques britanniques auraient perçu 9,2 Md£ en 2023, tandis que les recettes publiques supplémentaires pouvant être générées par une augmentation de la part des réserves non rémunérées sont évaluées à 4-5 Md£ par Oxford Economics.

## Actualités commerce & investissement

### Commerce

**Le bureau britannique des statistiques (ONS) a publié les chiffres du commerce extérieur pour le mois d'avril 2024.** La [valeur](#) des importations de biens a sensiblement augmenté sur le mois (+8,2%, à 48,3Md£) en raison d'une variation des composants les plus volatils (hausse des importations de machines, d'équipements de transport et d'énergie). Les exportations de biens sont restées stables sur la période, portant le déficit commercial britannique sur les trois derniers mois glissants (février - avril 2024) à la hausse (dégradation de -1,6Md£, soit -48,5Md£). Sur le dernier trimestre glissant, l'excédent de la balance des services se consolide (amélioration de +1,8Md£ par rapport à la période précédente) pour s'établir à +38,4Md£.

**Le parti travailliste souhaite améliorer les termes de la relation commerciale avec l'Union européenne en cas de victoire aux élections générales.** Dans une [interview](#) au Financial Times, la chancelière de l'Echiquier fantôme, R. Reeves, précise son ambition d'approfondir certaines modalités de la relation commerciale avec l'UE afin d'abaisser les barrières aux échanges et de soutenir l'investissement. Ces améliorations (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, accord vétérinaire, alignement réglementaire pour les produits chimiques), présentées comme un levier de croissance pour le Royaume-Uni, visent notamment à soutenir le secteur fleuron des services. Par ailleurs, R. Reeves souhaite réunir un sommet international pour l'investissement rapidement après l'élection, afin de promouvoir l'attractivité britannique auprès des investisseurs étrangers. Le parti travailliste [explore](#) également différentes options pour aligner son régime de tarification carbone (SEQE et MACF) sur celui de l'UE.

### Sanctions

**Le Royaume-Uni annonce un nouveau paquet de sanctions contre la Russie afin d'affaiblir l'appareil de guerre de V. Poutine.** En vertu du régime de sanctions à l'égard de la Russie, les autorités britanniques ont [procédé](#) à cinquante nouvelles [désignations](#) visant en particulier des navires de la « flotte fantôme », des institutions du système financier russe (dont le Moscow Stock Exchange), des soutiens au complexe militaro-industriel russe, des entités liées au groupe Wagner et des entités basées en Chine, en Israël, au Kirghizistan et en Turquie. Par ailleurs, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada [dénoncent](#) les « activités subversives et l'ingérence électorale de la Russie en Moldavie ».

# Actualités financières

## Règlementation financière

**Les arriérés de paiement sur les prêts hypothécaires sont en hausse au Royaume-Uni.** Ils ont atteint leur plus haut niveau depuis plus de sept ans, sous du fait de la hausse des taux d'intérêt qui grève la situation financière des ménages. Selon la Banque d'Angleterre, la valeur totale des prêts immobiliers concernés a augmenté de 44,5 % en glissement annuel pour atteindre 21,3 milliards de livres sterling au cours des trois mois précédant la fin du mois de mars. La proportion du total des soldes des prêts avec des arriérés, par rapport aux soldes des prêts hypothécaires en cours, a augmenté à 1,28 %, contre 1,23 % au trimestre précédent. Les arriérés restent toutefois faibles par rapport au record historique de 3,64 % atteint au premier trimestre 2009.

**Le Labour publie son programme officiel contenant peu de surprises pour le secteur financier.** Le parti travailliste s'engage ainsi à créer un fonds souverain capitalisé à hauteur de 7,3Md£ sur la durée de la prochaine législature et qui aura vocation à co-investir avec le secteur privé à hauteur de 1£ de fonds publics pour 3£ de fonds privés pour la transition écologique dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie notamment. Le Labour confirme également l'alignement de la fiscalité du *carried interest* (actuellement imposé à 28%) sur celle du revenu (de fait 45% pour les gérants de fonds). Parmi les autres engagements, on peut noter la poursuite par les Travaillistes de la réforme des fonds de pension initiée par les Conservateurs, dans le but d'améliorer les rendements pour les futurs retraités, tout en fléchant plus de ressources vers les investissements productifs britanniques. Enfin, le document rappelle l'ambition du Labour de faire du Royaume-Uni la « capitale mondiale de la finance durable ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)